

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1<sup>re</sup> Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

4373 B-

2 Février 1939

Réseau

Direction des

Appropriements et

(Service)

manches

OBJET DE LA CONSULTATION

Modification du cahier des charges.

Mauhin 1<sup>er</sup> art. 34. Compétence la Commission

des manches. 2<sup>e</sup> art. 2. Taux et

exonérations fiscales "service public"

Références :

Observations :

D<sup>er</sup> N° 4373 B; Aff. :

COPIE

26 JAN 1939

Am 702.2/2513

Monsieur le Directeur,

Par votre transmission du 6 janvier courant, vous m'avez demandé de vous faire connaître pour le 25 janvier quels sont les aménagements qu'il conviendrait d'apporter, le cas échéant, au cahier des charges de la S.N.C.F.

Dans son texte actuel, le cahier des charges ne contient qu'une disposition intéressant directement les marchés : c'est l'article 34 qui est ainsi conçu :

Article 34 :

" Les marchés et traités de la Société Nationale, tant pour l'exécution des travaux prévus au présent titre que pour l'application des articles 3 et 9, seront, en principe, passés après appel à la concurrence sauf exceptions justifiées par les nécessités de service et reconnues par l'Autorité qui approuve les dits marchés et traités. La décision de cette Autorité devra être motivée ".

C'est donc ce texte qu'il conviendrait de compléter, le cas échéant, pour régler les questions ci-après qui présentent un intérêt certain pour la S.N.C.F.

I - Compétence de la Commission des Marchés -

La révision de la liste des marchés à soumettre à la Commission des Marchés est à l'étude.

La question la plus délicate qui soit en suspens est celle des contrats dont les conditions principales ont



fait l'objet d'une approbation ministérielle soit expresse (marchés de travaux ou d'achats de matériel), soit tacite (factage et camionnage, etc ...).

Les textes réglementaires ne font aucune distinction à ce sujet et la Dépêche Ministérielle du 4 janvier 1937, révoquant l'accord de 1934, avait décidé qu'il fallait s'en tenir à ces textes.

De même, la Dépêche Ministérielle du 9 juin 1938, concernant l'application des prescriptions de l'article 11 du décret-loi du 31 août 1937, a adopté la même règle.

Il sera donc sans doute difficile d'obtenir du Ministre une décision contraire à l'avenir et on peut se demander si la question ne pourrait être réglée à l'occasion de la révision du cahier des charges, par exemple en ajoutant à l'article 34 une disposition qui serait ainsi conçue :

" Ces divers marchés et traités seront soumis à la Commission des Marchés dans les conditions prévues par l'Article 42 de la Convention du 31 août 1937, à l'exception de ceux dont l'exécution est subordonnée à une approbation de l'Administration Supérieure ".

Cette formule consacrerait un retour aux règles de 1934.

Mais est-il bien opportun de soulever cette question et d'insérer dans un texte qui doit demeurer permanent (cahier des charges de la S.N.C.F) des dispositions qui se rattachent à des prescriptions susceptibles d'être modifiées par un simple arrêté ministériel (limites de compétence) ou même par une simple dépêche (D.M. du 22 octobre 1938 concernant les contrats passés en exécution de l'article 31 du cahier des charges (accords de coordination) ?

## II - Application à la S.N.C.F. des réductions de tarifs prévues pour les Services Publics.-

La S.N.C.F. éprouve de grandes difficultés pour obtenir l'application à son profit de la tarification des Services Publics.

En ce qui concerne les fournitures d'énergie électrique, un procès est en cours pour les fournitures d'AUCH : des interventions administratives sont envisagées. Mais aboutiront-elles et dans combien de temps?

S'il faut attendre une décision judiciaire, un délai de plusieurs années est à prévoir : il faudra en effet attendre la décision du Conseil d'Etat. Des mesures conservatoires seraient nécessaires en attendant pour sauvegarder les droits de la S.N.C.F. (interruption de la perception et exigibilité des intérêts).

D'autre part, la question se pose également pour les fournitures d'eau et de gaz, pour lesquelles les Administrations Publiques bénéficient souvent de tarifs plus avantageux que ceux qui sont appliqués à la S.N.C.F.

La question se trouverait réglée s'il était possible d'obtenir l'insertion, à la suite de l'article 34 du Cahier des Charges, d'une disposition ainsi conçue :

"La S.N.C.F. bénéficiera de plein droit, pour ses marchés et traités, des tarifs appliqués aux Services Publics de "l'Etat".

## III - Exonérations fiscales.

Ne pourrait-on aller plus loin et compléter la formule ci-dessus de la manière suivante :



"La S.N.C.F. bénéficiera de plein droit, pour ses marchés  
"et traités, des tarifs et des exonérations fiscales appliqués  
"aux Services Publics de l'Etat".

Cette formule pourrait présenter pour la S.N.C.F. des  
avantages appréciables sinon immédiatement du moins dans l'avenir;  
il est possible, en effet, que des exonérations soient prochainement édictées pour certaines fournitures faites à l'Etat (la Commission de détente fiscale procède actuellement à une étude à ce sujet) et la S.N.C.F. pourrait ainsi en bénéficier de plein droit.

Le Contrôleur de l'Armée en Service Détaché  
Chef de la Division  
du Contrôle des Marchés,

*Signé:* OLIVIER

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE  
DES APPROVISIONNEMENTS,  
COMMANDES ET MARCHÉS

Téléph. SUFFREN 56-75

Reg. Com. Seine N° 276.448 B

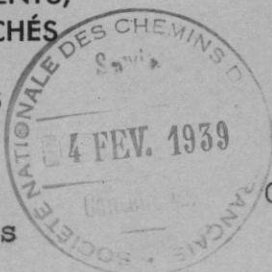
A<sup>s</sup> 81/4863

Cahier des charges  
de la S.N.C.F.

PARIS, le

3 FÉV 1939

100-102, AVENUE DE SUFFRÈN (15°)



Monsieur AURENGE,

Chef du Service du Contentieux

M. le Directeur Général m'a demandé s'il ne serait pas opportun de modifier sur certains points le Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Je désirerais avoir votre avis sur les suggestions ci-jointes qu'il serait intéressant de faire aboutir.

Toutefois, l'indication, dans les Cahiers des Charges, que la S.N.C.F. est un Service public, ou plus exactement que la S.N.C.F. bénéficie des tarifs appliqués aux Services publics, ne serait-elle pas de nature à gêner la S.N.C.F. par ailleurs ?

Le Directeur  
du Service des Approvisionnements,  
Commandes et Marchés,



## Formula 1

Tous ces marchés et traités la  
S.N.C.F. bénéficiera de plein droit,  
en la qualité d'exploitant d'un  
service public de l'Etat, 1°)  
des exemptions et tarifs fiscaux  
<sup>applicables</sup>  
~~Communauté~~ aux services publics exploités  
directement par l'Etat. 2°) des  
tarifs réduits consentis en outre en  
leur cas de change par la Communauté  
d'Europe, de par ses institutions  
~~de service public~~ aux services publics  
exploités ~~directement~~ de l'Etat.



A.G.<sup>B</sup>

Monsieur le Directeur du Service des Approvisionnements,  
Commandes et Marchés

(AS 81 / 4863)

Vous avez bien voulu me communiquer pour avis,  
le 3 Février, une note relative à certaines modifications  
à apporter à l'article 34 du Cahier des charges concer-  
nant les marchés et traités passés par la S.N.C.F.

En premier lieu, la note envisage de compléter  
cet article, en spécifiant, comme l'avait accepté le  
Ministre le 12 Décembre 1934, que les traités et marchés  
approuvés préalablement par lui ne seront pas soumis à  
la Commission des Marchés.

Depuis cette date, le Ministre a annulé cette déci-  
sion le 4 Janvier 1937 et est revenu à l'application pure  
et simple de l'article 1 du décret du 6 Janvier 1934 qui  
soumet sans distinction à la Commission tous les marchés  
et traités dépassant les minima fixés.

La note estime toutefois peu opportun d'inscrire



dans un texte comme le Cahier des Charges, qui doit avoir un caractère permanent, des prescriptions que le Ministre peut modifier comme il l'a déjà fait, par simple décision.

Je ne crois pas en effet qu'une semblable disposition doive être introduite dans le Cahier des Charges. Si l'on admet que l'article 4 de l'avenant du 6 Juillet 1933, approuvé par la loi du 8 Juillet 1933 et l'article 1 du décret du 6 Janvier 1934 permettent de soustraire à l'examen de la Commission des Marchés, comme l'avait estimé le Ministre en 1934, les traités et marchés préalablement approuvés par lui, une simple décision de ce dernier pourrait prescrire de revenir au système de 1934.

Si l'on pense par contre, comme le Ministre dans sa dépêche du 9 Juin 1938, qu'une semblable disposition est contraire à l'article 4 de l'avenant du 6 Juillet 1933, et par suite, à l'article 42 de la Convention du 31 Août 1937 qu'il a modifié en rien sur ce point l'avenant du 6 Juillet 1933, ce n'est pas dans le Cahier des Charges que semblable modification devrait être insérée, mais dans un avenant à la Convention du 31 Août 1937.

En second lieu, la note propose pour mettre fin à la résistance des Compagnies d'eau, de gaz et d'électricité, qui se refusent à faire bénéficier la S.N.C.F. des réductions de tarifs accordées en vertu de leur Cahier des charges, aux Services publics de l'Etat, la formule suivante

"La S.N.C.F. bénéficiera de plein droit, pour ses marchés et traités, des tarifs appliqués aux Services publics de l'Etat."

L'insertion de cette clause appelle les observations suivantes :

Ou bien la S.N.C.F. doit être considérée comme un service public de l'Etat au sens où l'entendent les Cahiers des charges des Compagnies de gaz, d'eau et d'électricité, et c'est ce que nous soutenons actuellement dans l'instance engagée par les Compagnies réunies de gaz et d'électricité au sujet des fournitures d'électricité à la gare d'Auch devant le Tribunal de Commerce de la Seine. Dans ce cas l'insertion au Cahier des charges de la clause proposée est inutile.

Ou bien la S.N.C.F. n'est pas un service public de l'Etat, et ce n'est pas le cahier des charges qui pourra au regard des tiers lui conférer ce caractère et obliger dès lors les Compagnies de gaz, eau et électricité à lui consentir la réduction prévue pour les services publics de l'Etat. Seule une modification de leur propre Cahier des charges pourrait les y contraindre. La clause proposée ne sera susceptible, dans ce cas, que d'une seule interprétation: l'obligation par l'Etat concédant d'assurer de toutes façons à la S.N.C.F. le bénéfice des réductions de tarifs consentis aux Services publics de l'Etat par les cahiers des charges



des Compagnies de gaz, d'eau et d'électricité.

En somme cette formule serait peut-être de nature à prouver, contrairement à ce que nous soutenons dans notre procès, que la S.N.C.F. n'est pas un service public de l'Etat puisque, si elle était réellement service public de l'Etat cette clause serait inutile, mais elle lui permettrait par contre d'invoquer la garantie de l'Etat concédant pour le cas où les Compagnies d'eau, de gaz et d'électricité se refuseraient à lui consentir les réductions de tarifs et où les tribunaux lui dénierait le caractère de service public.

En troisième lieu la note propose d'insérer également dans l'article 34 le paragraphe suivant :

"La S.N.C.F. bénéficiera de plein droit pour ses marchés et traités, des tarifs et des exonérations fiscales appliquées aux services publics de l'Etat."

On est fondé à se demander si des exonérations fiscales peuvent être introduites par voie de décret dans un cahier des charges alors que la loi ne l'a pas prévu. Il semblerait plus régulier que l'extension de ces exonérations et tarifications au Chemin de fer fût décidée par la loi ou le décret qui créera ces tarifs ou ces exonérations (actuellement éventuelles) en faveur des services publics de l'Etat.

Mais pratiquement il n'y a aucun inconvénient à  
présenter cette proposition.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

*Signé : Aurengē*



1 PIÈCES

JOINTES A L'APPUI

de la lettre *AS 81 / H 869*

à Monsieur Aurenge.

3 FÉV. 1930